

ÉCOLOGIE PUNITIVE
**LA RÉSISTANCE
S'ORGANISE**

HAMAS & ISLAMISME
**LES FINANCEMENTS
INAVOUABLES DE L'UE**

BELLE EUROPE :
**L'ALLEMAGNE
ROMANTIQUE**

NOVEMBRE 2023 / NUMÉRO 15



VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE



URSULA VON DER LEYEN **LA TECHNOCRATIE EN MARCHÉ**





**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**



**LES ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL
DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU GROUPE ID
VOUS DÉFENDENT AU
PARLEMENT EUROPÉEN**

JORDAN **BARDELLA** • THIERRY **MARIANI** • DOMINIQUE **BILDE** • VIRGINIE **JORON** • JEAN-PAUL **GARRAUD**
CATHERINE **GRISET** • GILLES **LEBRETON** • JEAN-FRANÇOIS **JALKH** • AURÉLIA **BEIGNEUX** • PHILIPPE **OLIVIER**
ANNIKA **BRUNA** • FRANCE **JAMET** • ANDRÉ **ROUGÉ** • MATHILDE **ANDROUËT** • JEAN-LIN **LACAPELLE**
MARIE **DAUCHY** • ÉRIC **MINARDI** • PATRICIA **CHAGNON**

SOMMAIRE

ÉDITOS 4 À 5

Jean-Paul Garraud, Président
de la Délégation française du Groupe ID

Jordan Bardella, Vice-Président
du Groupe Identité et Démocratie

ACTUALITÉS 6 À 7

- **Médias : la tentation liberticide de l'UE**
- **La GPA assimilée à la traite d'humains**



ENVIRONNEMENT 8 À 11

- **L'intelligence face à la décroissance**
- **Colère contre les normes automobiles**
- **Le loup contre le bien-être animal**
- **L'eau en outre-mer, le sectarisme des élus**



DOSSIER 12 À 18

- **Von der Leyen, les pactes avec le diable**
- **La vision impériale de l'UE**
- **Stratégie vaccinale, un scandale en vue**



SUR LE TERRAIN 19

- **Les députés à votre rencontre**

BELLE EUROPE 20 À 23



TRIBUNES 23 À 25

- **Diplomatie scientifique, un outil essentiel**
par France Jamet
- **L'extraterritorialité du droit américain**
par Philippe Olivier

LU POUR VOUS 26 À 27

- **L'idéologie woke s'empare de la fiction**
de Samuel Fitoussi
- **Le roman du Roi-Soleil**
de Philippe de Villiers

ÉDITÉ PAR LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
DU GROUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Directeurs de la publication : Philippe Olivier & Laurent Husser

Pour joindre la rédaction : Groupe ID - Parlement européen
Allée du Printemps 1, avenue du Président Robert Schuman
Bureau M03075 - 67070 STRASBOURG
contact@id-france.eu

Imprimeur : Agence Unanime

Crédits photos : Adobe Stock, Wikipédia, Alamy Images, Parlement européen

Photos de couverture : Alamy Images

Jean-Paul Garraud

Député européen

Président de la Délégation française du Groupe ID

Ursula von der Leyen Une impératrice aux pieds d'argile

Quatre ans après son arrivée à la tête de la Commission européenne, Ursula von der Leyen méritait bien que l'on dresse son bilan.

Ce bilan ne s'annonce pas aussi glorieux que celui qu'elle a, elle-même, tiré lors de son dernier discours sur « l'état de l'Union », le 13 septembre. Singeant ainsi le président des USA qui s'adresse à la Nation devant le Congrès chaque année, la présidente de la Commission européenne, en campagne pour sa propre reconduction, a superbement illustré le proverbe « on n'est jamais mieux servi que par soi-même » en vantant ses propres mérites et en annonçant, d'une part, un programme qui peut se résumer en trois mots : effacement des nations, et, d'autre part, en se fixant des objectifs qui se résument aussi en trois autres : omnipotence de l'Union.

Ursula von der Leyen a ainsi égrené tout un laïus sur ce qui tue lentement mais sûrement nos nations : l'élargissement effréné de l'UE à plus de 30 pays ainsi qu'à celui de l'espace Schengen avec la réaffirmation du sacro-saint principe de liberté de circulation des personnes, le soutien renouvelé aux accords de libre-échange, le nucléaire sacrifié, l'intense promotion du Pacte migratoire synonyme de submersion migratoire... En fait, tout un florilège de l'ultralibéralisme... dirigé par Bruxelles ! Et que dire aussi de cette zone d'ombre qui a entouré les négociations dans l'achat des vaccins de Pfizer lors du covid-19...

Dans ce numéro, nous traiterons aussi des incroyables subventions que l'Union européenne a accordées directement ou indirectement à des associations islamistes, un scandale absolu que nous dénonçons depuis de nombreuses années. Autre scandale qui touche aussi les sujets sociétaux, celui de l'inadmissible promotion de la gestation pour autrui (GPA) au sein des institutions



**« L'UNION
EUROPÉENNE
A ACCORDÉ
DIRECTEMENT OU
INDIRECTEMENT DES
SUBVENTIONS À
DES ASSOCIATIONS
ISLAMISTES,
UN SCANDALE
ABSOLU QUE NOUS
DÉNONÇONS DEPUIS
DE NOMBREUSES
ANNÉES ! »**

européennes, cet esclavage moderne qui ne dit pas son nom.

Nous vous ferons également un point sur l'offensive écologique de l'UE avec un nouveau règlement en cours de négociations : la norme Euro 7 pour tout type de véhicules, y compris les voitures électriques.

Enfin, nous vous emmènerons à la découverte de l'Allemagne. Forte de ses nombreuses cultures locales, de ses grandes forêts et de ses villes typiques, avec aussi une situation politique digne d'intérêt qui évolue dans notre direction... Affaire à suivre !

Ce numéro du magazine de la Délégation française du Groupe Identité et Démocratie est le dernier avant la pause électorale. Nous vous en souhaitons une bonne lecture et vous donnons rendez-vous très bientôt.

Jordan Bardella

Député européen

Vice-Président du Groupe Identité et Démocratie

Submersion migratoire, persécution des automobilistes, énergie hors de prix : **le bilan d'Ursula von der Leyen et d'Emmanuel Macron**

Durant les quatre dernières années, les décisions prises par Ursula von der Leyen et les commissaires européens à Bruxelles ont eu un impact considérable sur votre quotidien et sur notre pays.

Avec la stratégie dite « de la ferme à la fourchette », qui aboutira à une baisse des rendements et à une hausse des importations, ces décisions provoqueront des difficultés immenses pour notre agriculture et mettront en péril notre souveraineté alimentaire.

Avec la négociation de traités de libre-échange avec le monde entier malgré l'opposition des peuples et même malgré la réticence de certains États membres, elles aggraveront la concurrence déloyale qui pèse sur ceux qui nous nourrissent et accéléreront leur ruine.

Avec l'écologie punitive et l'interdiction des véhicules thermiques à l'horizon 2035, la Commission européenne mène une guerre impitoyable contre les Français les plus modestes, et prend le risque de fragiliser durablement notre industrie automobile.

Avec son Pacte des migrations, elle fait de l'immigration de masse un projet et compte imposer, sous peine de fortes amendes, l'implantation de migrants clandestins sur l'ensemble du continent européen. Une folie au lendemain des attentats d'Arras ou de Bruxelles, qui ont de nouveau tragiquement démontré que le « droit à l'Europe » pour des

millions de candidats à l'émigration n'apportait que le chaos sur notre sol.

Avec son financement — votre argent ! — de myriades d'associations d'extrême-gauche, complices des mafias de passeurs, ou encore d'officines proches des Frères musulmans qui font la promotion du voile islamique au sein même des institutions, la Commission a passé son mandat à attiser la fragmentation au sein des sociétés européennes et à accélérer les basculements démographiques qui sont à l'œuvre.

Avec sa « réforme » insuffisante du marché européen de l'électricité, elle ne permettra pas aux Français de bénéficier d'une trêve durable dans la hausse vertigineuse des tarifs de l'énergie, et les condamne à passer un nouvel hiver sous le régime de la sobriété forcée.

En conviant Ursula von der Leyen il y a quelques semaines au « campus européen » de rentrée de Renaissance à Bordeaux, la macronie a permis une grande clarification politique et a fait un bel aveu. La répartition obligatoire des migrants dans nos villes et villages, l'écologie punitive, la ruine de notre agriculture, l'électricité hors de prix : ce bilan de la Commission européenne, c'est donc aussi celui d'Emmanuel Macron !



Campagne de promotion du voile islamique
« La liberté est dans le hijab »
financée par l'UE.



HAMAS & ISLAMISME LES FINANCEMENTS INAVOUABLES DE L'UE

par **Éric MINARDI**



Suite aux attaques terroristes du 7 octobre en Israël, la Commission européenne a annoncé suspendre ses aides aux Palestiniens avant de revenir sur sa décision. Il aura donc fallu le massacre de milliers de civils innocents en Israël pour réaliser qu'elle finance des groupes terroristes islamistes.

L'UE a promis d'enquêter sur les bénéficiaires des subventions destinées à la Palestine, mais nous pouvons déjà confirmer qu'elle joue un rôle financier majeur en tant que principal bailleur de fonds des Palestiniens.

Une pluie d'argent

Entre 2014 et 2020, environ 2,2 milliards d'euros ont été alloués en faveur de la Palestine. Pour la période de 2021 à 2024, c'est 1,17 milliard d'euros qui sont encore prévus, avec des versements qui ont déjà commencé.

De l'aveu de la Commission, sur l'ensemble de son aide distribuée, un tiers est destiné à Gaza (230 millions) — et donc tombe sous le contrôle du Hamas — et les deux tiers restants à la Cisjordanie (461 millions).

Il apparaît donc incontestable que l'Université islamique de Gaza, fondée par le créateur du Hamas, où les cadres de cette organisation terroriste se forment a été financée par l'UE.

Toute la nébuleuse islamiste arrosée

De nombreuses associations islamistes ont également bénéficié de subventions européennes. *L'European Muslim Union* (EMU) en France et le *Weimer Institute* en Allemagne, deux organisations favorables à un califat mondial, ont reçu plusieurs millions d'euros dans le cadre du projet OPEN. Le FEMYSO, branche jeune de l'Union des Organisations Islamiques en Europe (UOIE), réputée proche des Frères musulmans, a également bénéficié de subventions européennes à hauteur de 210 000 euros. L'Union européenne a donc clairement financé plusieurs organisations islamistes en toute connaissance de cause.

Les contribuables européens qui financent à leur insu ces subventions inacceptables peuvent compter sur les élus du RN pour les dénoncer au Parlement européen et les faire cesser.

PLATEFORME DE TECHNOLOGIES STRATÉGIQUES « STEP » UN SOUTIEN BANCAL ET INSUFFISANT AUX ENTREPRISES EUROPÉENNES

Le Parlement européen a voté la création d'une nouvelle plateforme de technologies stratégiques pour l'Europe (Strategic Technologies for Europe Platform, STEP). Anciennement connue sous le nom révélateur de « Fonds de souveraineté européenne », ce projet vise à apporter un soutien aux entreprises dans le domaine écologique et numérique. Derrière celui-ci se dessine vraisemblablement en germe l'idée d'un fonds souverain européen.

Contre son dogme habituel de non-interventionnisme, l'UE tente, par cette initiative de soutien aux entreprises européennes,



d'apporter une réponse à l'IRA (« *Inflation Reduction Act* »), la loi protectionniste américaine, et de contrer les pratiques d'aides d'État chinoises. Si l'impulsion est louable, les fonds sont prélevés sur

des budgets existants : avec 10 milliards d'euros de mobilisation financière complémentaire de l'UE, les crédits restent faibles face aux 400 milliards américains. Par ailleurs, le champ d'application du fonds a été excessivement réduit à trois secteurs jugés critiques : la « deep tech », la technologie propre et la biotechnologie.

Enfin, parce que l'intérêt français prime, il est important de signaler que d'un point de vue pratique, la France risque une fois de plus d'être désavantagée dans l'attribution des fonds européens. Habituellement destinés à la France, ils risquent désormais d'être redirigés vers les pays les moins « riches » de l'Union européenne au titre du STEP. Les députés RN se sont donc abstenus de voter ce projet.

Thierry MARIANI

Face aux risques de censure que présentait le nouveau texte proposé par la Commission, Catherine Griset, eurodéputé RN, a défendu, au nom du groupe ID, le principe de la liberté d'expression au sein de l'UE.

MÉDIAS

LA TENTATION LIBERTICIDE DE L'UE

Le *Media Freedom Act* ou « acte sur la liberté des médias » vient d'être voté au Parlement européen. L'objectif affiché par Bruxelles est d'établir un cadre européen pour le marché des médias.

Un empiétement juridique inacceptable

Avec cet acte, l'UE a décidé de créer une « réglementation », c'est à dire un texte contraignant alors qu'une recommandation aurait été plus souple et plus adaptée à la lutte contre la concentration des médias. D'après les traités européens, le secteur des médias relève du ressort des États membres, ces incursions juridiques constituent donc une ingérence inadmissible.



Contrôle des médias

Derrière un texte prétendument technique, la Commission dissimule son intention d'encadrer un espace médiatique européen qui tend à s'affranchir de plus en plus du discours dominant. En réalité, il s'agit pour l'UE de sanctionner la Pologne et la Hongrie, coupables d'indocilité politique et, sans le dire, de préparer une attaque contre des groupes de presse privés « politiquement incorrects » d'autres pays, comme celui de Vincent Bolloré en France.

VICTOIRE DU RN AU PARLEMENT EUROPÉEN LA GPA ASSIMILÉE À LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Grâce à la détermination des députés européens du Rassemblement National (RN) et des Conservateurs et Réformistes européens (ECR), la gestation pour autrui (GPA) a été incluse dans la directive visant à lutter contre les formes de traite des êtres humains dans l'Union européenne.

Si François-Xavier Bellamy (député européen LR) a tenté de s'en attribuer faussement la paternité, la réalité est quelque peu différente : Il a fallu, en effet, de rudes négociations pour arracher le soutien final de son groupe (PPE) et obtenir cette victoire contre la marchandisation du corps des femmes.

Notons que lors d'un autre vote en Commission « femmes », le groupe PPE de M. Bellamy a voté pour la reconnaissance de la parentalité « *quelle que soit la manière dont l'enfant a été conçu* », c'est-à-dire incluant la GPA.

Annicka BRUNA

CODE SCHENGEN MOINS D'ÉTAT POUR PLUS D'IMMIGRATION

Jusqu'alors, chaque État membre de l'UE pouvait rétablir temporairement ses frontières au nom de « l'urgence ». Avec le nouveau code Schengen voté le 5 octobre 2023, seul le Conseil européen aura désormais ce pouvoir de décision.

UNE DÉPOSSESSION DE POUVOIRS

Les États perdent ainsi encore une part de leur souveraineté et se voient interdits d'invoquer eux-mêmes les impératifs de leur intérêt national. Un pays ne sera donc plus habilité à prendre une décision aussi essentielle que le contrôle de ses frontières en cas de « menaces terroristes imminentes » par exemple. C'est potentiellement aujourd'hui le cas avec la crise en Israël.



SCHENGEN : UNE EUROPE HALL DE GARE

Schengen n'est pas « un traité de contrôle des frontières » comme cela a pu être dit à tort, mais un texte qui pose le principe de la libre circulation. Loin d'être dissuasif, l'espace Schengen attire les clandestins car il les protège des contrôles d'identité, rend les poursuites judiciaires particulièrement difficiles et les reconduites quasi impossibles. Les migrants qui posent un pied à Lampedusa, entre autres, peuvent se retrouver en quelques jours à Paris.

Le 28 septembre 2023, la Croatie, entrée en janvier dans l'espace Schengen, a enregistré plus de 54 500 franchissements illégaux de sa frontière, soit une augmentation de 140 % par rapport à l'année dernière.

Par petites touches, les États sont dessaisis de leurs prérogatives et les conditions de la submersion du continent se mettent en place.

Patricia CHAGNON

ENVIRONNEMENT

ÉCOLOGIE PUNITIVE

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE AU SEIN DU PARLEMENT EUROPÉEN

par Aurélia BEIGNEUX

Le Monde - © Aurélia Fruitas



Sous l'influence des Verts allemands, l'Union européenne s'est engagée, notamment depuis 2019 avec la présidence d'Ursula von der Leyen, dans une logique de décroissance : décroissance énergétique, décroissance industrielle, décroissance agricole, décroissance en matière d'élevage. Pour forcer ce mouvement, un véritable terrorisme intellectuel s'était mis en place au sein des institutions européennes avec pour objectif de criminaliser toute critique de cette destruction programmée de nos filières. Depuis juillet 2023, une réaction semble se dessiner et des députés du PPE (droite libérale) jusqu'à présent silencieux commencent à rejoindre les élus ID et ECR pour s'opposer à la folie verte. Deux textes témoignent de ce renversement qui constitue, à Bruxelles et à Strasbourg, un début de révolution de Palais.

NOUVELLES NORMES AUTOMOBILES EURO 7 LA COLÈRE DES EUROPÉENS FAIT PLIER BRUXELLES

La Commission européenne a présenté l'an dernier ses nouvelles normes encore plus punitives pour les émissions des véhicules et poids lourds : la norme Euro 7.

Voyage en absurdie

Ce texte représente une potion amère qui vient remplir une coupe déjà pleine : les automobilistes comme les constructeurs n'en peuvent plus. Ces normes sur les émissions, d'échappement, de freins et de pneus vont, en effet, encore renchérir les prix des véhicules légers de 2 000 euros et de 12 000 euros pour les poids lourds. De surcroît, il apparaît absurde à tout esprit rationnel d'obliger les constructeurs à de coûteux investissements alors que les

moteurs thermiques seront interdits à la vente en 2035. Et lorsque le contribuable français participe à hauteur de 7 000 euros par véhicule électrique pour en favoriser l'acquisition par les ménages, les voitures chinoises produites à bas prix profitent de cette subvention publique.

La commission débordée par la révolte

Les pays de l'UE qui possèdent une industrie automobile se sont opposés à cette nouvelle folie de la Commission. Du côté du Parlement, une majorité de députés comprenant le Groupe ID semble se dégager pour ramener un peu de raison dans ce délire décroissant. Le vote aura lieu avant la fin de l'année.



« RESTAURER LA NATURE » LA COMMISSION DÉSAVOUÉE TENTE LE PASSAGE EN FORCE

Au mois de juillet, un texte intitulé « Restaurer la nature » a été âprement discuté au Parlement européen. Derrière ce titre accrocheur et la volonté affichée de planter des arbres, se cache un dispositif qui vise à réduire autoritairement les surfaces agricoles, ou encore à détruire les ouvrages sur nos cours d'eau comme les moulins. En juillet, la pression des groupes raisonnables avait permis de vider ce texte d'une partie de sa venimosité. Il n'en fallait pas davantage pour provoquer une réaction de la Commission qui a décidé de réintroduire au Parlement le texte initial. Une bagarre parlementaire en perspective.

PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT FACE À LA DÉCROISSANCE, FAISONS LE PARI DE L'INTELLIGENCE

L'incapacité des politiques environnementales à rompre avec le libre-échangeisme déréglé ainsi que l'obsession de la fin des frontières et des protections économiques expliquent l'impasse dans laquelle nos sociétés se trouvent.



Alors que la technophobie tend à s'imposer, le RN veut défendre l'idée de progrès. La science est le meilleur allié de l'écologie.



Une division mondiale du travail

Au nom de l'idéologie mondialiste, le monde s'est divisé en zones d'activité durant ces dernières décennies. À gros traits, elles peuvent se résumer ainsi : à l'Asie l'industrie, à l'Afrique et au Moyen-Orient l'extraction des minerais et du pétrole, à l'Amérique latine l'agriculture, et à l'Amérique du Nord ainsi qu'à une partie de l'Asie le partage de la technologie.

Vers une mono-économie de services

De son côté, l'Europe a été priée de spécialiser son économie dans le secteur des services. Or, l'économie de services est très fragile, du fait de nos faiblesses dans les domaines clés de la R&D (recherche et développement) et de l'Éducation, secteurs dans lesquels nous sommes aujourd'hui distancés.

Une explosion de nos importations

Cette division mondiale du travail a eu pour effet une déconnexion toujours croissante entre les lieux de production et les lieux de consommation. Alors même que l'échelon local est l'angle vertueux d'une économie verte, notre agriculture et notre industrie ont été délocalisées hors du continent européen. L'INSEE rappelait en 2022 qu'un tiers environ de l'empreinte carbone de l'UE correspondait à de la pollution importée. Malgré cela, Bruxelles a signé l'année dernière un traité de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande... située à 19 000 km de l'Europe !

Une décroissance imposée

Parallèlement à ce désarmement économique, l'Union européenne a entrepris, au nom de l'exemplarité écologique, d'engager l'Europe sur la voie de l'écologie punitive et de la décroissance. Ce sont les classes moyennes et modestes qui font le plus durement les frais de cette déconstruction programmée. Une déconstruction qui neutralise toute perspective de développement.

Un nouveau modèle économique appuyé sur la science

Si la préoccupation écologique est saine, l'alternative ne doit pas résider entre un consumérisme mondial au moindre coût et une décroissance souvent teintée de technophobie.

Face aux défis qui viennent, les élus du Groupe ID rejettent cette logique de décroissance parce qu'ils font le pari de l'intelligence créative, de la science et de l'innovation. Ce sont les progrès technologiques qui apporteront les solutions environnementales, pérennes et utiles à nos territoires. Pas les interdictions et les dérobades.

L'Europe peut être une puissance et une puissance écologique pour peu qu'elle ait foi en ses capacités et en l'avenir. ■

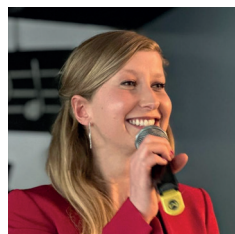


« Le loup tue chaque année 12 500 animaux d'élevage, sans compter les autres bêtes sauvages : cerfs, biches, lynx, renards, etc. »



« Et si la protection de ce prédateur participait à la souffrance humaine et animale ? »

par Marie DAUCHY



RÉINTRODUCTION DU LOUP UN MAUVAIS COUP PORTÉ AU BIEN-ÊTRE ANIMAL

Fin d'été 2022, le poney d'Ursula von der Leyen est dévoré par un loup. La présidente de la Commission réalise enfin la menace qui touche de nombreux animaux domestiques et sauvages, mais également la souffrance quotidienne de nos éleveurs. Bouleversée par cette expérience traumatisante, elle décide de rouvrir le débat au Parlement européen, un débat qui déchaîne les passions. Il convient d'y apporter des éléments d'appréciation factuels.

12 500 animaux d'élevage tués l'année dernière par des loups

Personne ne peut s'opposer au bien-être animal. Mais ceux qui voient dans la réintroduction du loup une mesure de défense de animaux méconnaissent l'impact de ce prédateur sur la nature. Annuellement, le loup tue, d'une manière extrêmement sauvage, 12 500 animaux d'élevage, sans compter les autres bêtes sauvages : cerfs, biches, lynx, renards, etc.

La population de ce prédateur qui, lui, n'en connaît pas pour en réguler le nombre, a doublé en cinq ans.

Une menace sur le bien-être de tous les autres animaux

Depuis sa réintroduction en 1992, cette nouvelle menace a pour effet de modifier les bonnes pratiques d'élevage. Où est le bien-être animal lorsque des éleveurs doivent rentrer leurs animaux à la tombée de la nuit pour les enfermer afin de les protéger ?

Où est le bien-être animal lorsqu'une meute attaque un troupeau et laisse des dizaines de bêtes démembrées et agonisantes en attendant que l'OFB vienne effectuer son constat ? Lorsqu'un loup massacre la moitié d'un troupeau pour n'en manger qu'un seul ?

Lorsque les femelles survivantes avortent par traumatisme ? Les éleveurs ont la passion de la terre et de leur métier et souffrent de voir leurs animaux se faire massacrer chaque nuit.

Des moyens de protection inefficaces face à des éleveurs épuisés

Depuis des années, les éleveurs subissent les attaques en forte hausse et les moyens de protection, déjà complexes à mettre en place, ne suffisent plus. La Savoie, 3^e département le plus touché par les attaques de loups, compte 4 à 8 constats d'attaques par jour selon l'OFB.

Beaucoup d'éleveurs qui ont le sentiment de travailler pour nourrir des loups sont découragés et tentés par l'arrêt d'activité.

Un retour à la nature sauvage et donc aux importations ?

La réintroduction du loup procède de l'idée de retourner à une nature sauvage, préservée de l'Homme, un Homme oppresseur considéré comme un prédateur. Derrière cette vision d'inspiration woke se profile fondamentalement la volonté de réduire l'activité humaine et peut-être même, pour certains, d'en finir avec l'élevage. Cette logique signifierait pour l'Europe de recourir à des importations massives venues de pays sans réglementations sanitaires ni de bien-être animal.

Pour ceux qui sont attachés à l'indépendance alimentaire de notre pays, à notre sécurité alimentaire et au bien-être animal, ce ne serait pas un bon calcul. ■

Le 9 septembre 2023, les habitants de Mamoudzou, le chef-lieu du département d'outre-mer de Mayotte, ont manifesté pour protester contre la pénurie d'eau.



ACCÈS À L'EAU EN OUTRE-MER UN ODIeux SECTARISME DES ÉLUS DE GAUCHE ...ET DE DROITE

par André ROUGÉ

Le sujet de l'accès à l'eau dans les territoires d'outre-mer s'est de nouveau invité dans les débats européens. Plus exactement, c'est le Groupe ID qui l'y a invité, avec une résolution que j'ai déposée pour améliorer la situation. Malheureusement, les considérations politiciennes l'ont emporté et nos propositions constructives ont été rejetées.



L'eau courante n'a pas de couleur politique. En revanche, à Mayotte et aux Antilles, l'eau a une couleur marronnasse lorsqu'elle coule du robinet...

Si l'accès à l'eau potable est un service de première nécessité, cela ne semble pourtant pas être la préoccupation de l'Union européenne dans les Outre-mer françaises.

Une urgence absolue

La situation de l'approvisionnement en eau y est même parfois critique : Depuis juillet, les Mahorais n'ont plus accès à l'eau non-potable qu'un jour sur trois. Les problèmes sont également récurrents aux Antilles.

Un combat vital

Fidèle à un combat que les députés RN mènent de longue date, j'ai interpellé la Commission européenne sur son inertie en la matière et proposé une déclaration en faveur du soutien de l'Union européenne aux États membres confrontés à une crise de l'eau potable dans les RUP (régions ultra-périphériques) et les îles. En outre, j'ai demandé l'inscription d'une ligne budgétaire dédiée à cet égard.



Alors que des crédits européens ont financé l'adduction d'eau dans la bande de Gaza, les groupes parlementaires de gauche et de droite — et notamment Renew (macronistes de Renaissance) —, ont rejeté cette proposition en faveur de nos compatriotes d'Outre-mer (68 voix pour, 279 contre).

Si l'eau est un besoin vital, il ne semble pas vital pour les élus de droite et de gauche d'en permettre l'accès à tous les Français.

LE CV PEU RELUISANT DE URSULA VON DER LEYEN



À 65 ans, cette polyglotte, mère de 7 enfants, fille d'un haut fonctionnaire européen, se rêve en présidente voire en impératrice de l'Europe. Venue tard à la politique, Ursula von der Leyen a été trois fois ministre en Allemagne, laissant à chaque fois un piètre souvenir. En 2019, exfiltrée par Angela Merkel de la politique allemande, elle est désignée à l'arraché, avec le soutien d'Emmanuel Macron, présidente de la Commission européenne. La presse « main Stream » est souvent élogieuse voire complaisante mais la vérité n'est pas aussi idyllique.

La ministre von der Leyen : un échec et des controverses

Sous le gouvernement Merkel, elle dirige pendant plus de cinq ans le ministère de la Défense. Très vite, elle suscite la consternation dans les milieux militaires pour la médiocrité de son travail. Un rapport d'enquête rendu public en 2023 pointe sa responsabilité dans un vaste scandale budgétaire. Des dizaines de millions d'euros auraient été dilapidés sans contrôle pour payer des consultants, conseillers et autres sous-traitants privés. La ministre von der Leyen est aussi montrée du doigt dans l'attribution de contrats de consultances et son recours à des sociétés externes qui aurait coûté 200 millions d'euros en deux ans. Face à ses pratiques qui rappellent celles d'Emmanuel Macron, la Cour des comptes fédérale allemande jugera ces dépenses « douteuses ». Selon le quotidien *Bild*, les Allemands la considéraient comme la deuxième personne la moins compétente au gouvernement.

Une vision impériale et des méthodes autoritaires

Arrivée à la tête de la Commission, celle dont ses partisans vantent son « instinct de tueuse » et son goût du secret s'est mise à tout régenter, au point que certains commissaires, ou même des États, en prirent ombrage. Tout se décide dans son bureau, au 13^e étage du Berlaymont, du nom de l'immeuble qui abrite à Bruxelles la Commission européenne. Très récemment, lors de la crise en Israël, ses initiatives diplomatiques en dehors de tout mandat ont suscité l'irritation à peine voilée de nombreux pays. Ses échanges en direct avec des patrons de l'industrie pharmaceutique lors de la négociation des contrats d'achat groupé de vaccins au nom de l'Union européenne lui a valu les remontrances de la médiatrice européenne et une convocation par une commission parlementaire qu'elle a méprisée.



Une politique d'accueil qui tourne à la submersion

Le second pilier de sa mandature est l'accueil des migrations. On se souvient qu'en 2015, Mme Merkel avait lancé un appel mondial à venir en Europe. Mme von der Leyen poursuit dans cette voie avec la volonté d'imposer ce fléau à toute l'Europe.

Avec ce objectif, elle tente de faire adopter avant la fin de la mandature le « Pacte Asile et Migration » qui ouvrira toutes grandes les portes de l'Europe. Ce paquet législatif acte le dessaisissement de la compétence migratoire des États au profit de la Commission européenne. Il légalise les filières jusqu'ici illégales, étend le regroupement familial, rend obligatoire les « relocalisations » de migrants dans les pays, complexifie les expulsions.

Le Pacte des migrations, qui n'est rien de moins que le plan von der Leyen d'organisation d'une immigration de peuplement, ouvrira la voie à 70 millions de migrants supplémentaires en Europe.

Ursula von der Leyen lors de son discours d'autosatisfaction indécent sur « l'état de l'Union » le 13 septembre dernier.

PACTE VERT PACTE DES MIGRATIONS VON DER LEYEN SIGNE DES PACTES AVEC LE DIABLE

Derrière une prétendue « transition » écologique une révolution décroissantiste

Sa première grande intervention en décembre 2019 fut consacrée à son engagement de sortir le continent du carbone. Cette promesse fut comme le « *man on the moon* » de Kennedy, l'engagement d'amener les États-Unis sur la lune avant la fin de la décennie 70. Présentée à tort comme « une transition », le projet von der Leyen s'avérera être, en fait, une révolution violente et brutale, une révolution décroissantiste opérant une destruction des filières énergétiques, industrielles et agricoles de l'Europe. L'alternative qu'elle proposait ne fut pas à la hauteur : des énergies renouvelables peu fiables et très onéreuses (éolien et solaire) ; des filières de tout électrique qui rendent l'Europe dépendante des Chinois, une réduction volontaire suicidaire des productions agricoles, la voie vers une abolition de l'élevage européen. Et alors que son « Pacte vert » reste largement inachevé avec 37 textes encore en négociation, les contestations face à cette politique suicidaire commencent à se faire entendre dans ses propres rangs, en l'occurrence le PPE.



DIPLOMATIE

VON DER LEYEN ESSAIE SANS SUCCÈS DE FAIRE EXISTER UN ÉTAT EUROPÉEN

L'Union européenne, organisation inter-nationale (entre nations) à l'origine, se prend désormais pour un État, et même un État centralisé.

Pour donner cette illusion, il s'est donné un drapeau, un hymne, une devise, une capitale, une monnaie, des institutions, des tribunaux, la libre circulation, etc. Mais son rêve ultime serait d'être reconnue comme un État sur la scène internationale. C'est pour cela que Mme von der Leyen multiplie les occasions de se mettre en avant.

Pourtant, être admis dans le concert des nations n'est pas si facile que cela quand on usurpe sa position.

Avec le Président Erdogan en 2021, elle essuie l'affront, d'ailleurs machiste, de ne pas avoir de siège lors d'une rencontre à Ankara avec le président Charles Michel. Puis ce fut en Chine où le président Xi Jinping, lors d'une visite avec M. Macron, ne fit pas l'effort de lui accorder la moindre attention. Enfin, en octobre 2023, ce sont les États siégeant au Conseil européen qui ont tenu à rappeler à Mme von der Leyen qu'elle n'avait pas mandat pour les représenter dans l'affaire Israélienne.

« MON EMPIRE POUR UN PONEY »

À quoi tient la politique ? Parfois à des choses bien humaines ! De toute éternité, l'Union européenne était favorable à la réintroduction des loups. Mais en septembre 2022, tout changea à cause de « Dooly ».

Le poney de la Présidente fut, en effet, sauvagement dévoré par un loup. C'est alors que des instructions furent immédiatement données pour « réexaminer le statut » de ce prédateur.

La formule célèbre de Shakespeare « *Un cheval ! Un cheval ! Mon Royaume pour un cheval* » trouve là une version réactualisée, certes moins glorieuse mais tellement à l'image de l'UE.

La submersion normative de l'UE

par Gilles LEBRETON

La Commission européenne s'est emparée de nombreux pouvoirs que les traités ne lui accordaient pas. Un dépouillement des États et de leur souveraineté qui s'accélère depuis quelques années.

Les traités qui régissent l'UE attribuent à celle-ci des compétences exclusives et des compétences partagées. En principe, tout est clair : les compétences exclusives relèvent uniquement de l'UE, ce qui est par exemple le cas du commerce extérieur, raison pour laquelle la Commission de Bruxelles a la haute main sur la négociation des traités de libre-échange qu'elle s'est fixée pour objectif de passer avec le monde entier ; en revanche, les compétences partagées appartiennent à la fois à l'UE et aux États membres, qui doivent se coordonner pour les exercer, comme par exemple en matière d'agriculture ; les compétences qui ne relèvent d'aucune de ces deux catégories, comme la défense et la santé, restent l'apanage des États.

La captation de pouvoirs par l'UE s'est accélérée

Dans la réalité, l'UE viole sans vergogne cette répartition. Dès sa création en 1992, le principe de subsidiarité, qui était censé cantonner l'UE dans ses attributions, a été vidé de sa substance. Il ordonne en effet à l'UE d'intervenir « *seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres* ». Mais en pratique, la Commission et la Cour de justice de l'UE l'interprètent de façon systématiquement favorable à l'UE.

Les crises servent de prétexte

Depuis 2019 et la Commission von der Leyen, la tendance de l'UE à s'immiscer dans tous les domaines de l'action politique s'est accélérée. Les trois grandes crises que nous avons connues depuis cette date en ont fourni le prétexte.

D'abord, la crise climatique, que la Commission a invoquée pour brandir son « Pacte vert », véritable machine de guerre qui justifie son ingérence dans tous les domaines au nom de la

protection de l'environnement : d'où par exemple la fin des moteurs thermiques programmée en 2035.

Ensuite, le Covid-19, qui a permis à la Commission de pénétrer dans le domaine de la santé publique avec la honteuse complicité des États membres. Elle y a collectionné les échecs : achat d'un médicament inefficace, le *remdesivir*, pour un milliard d'euros ; négociation opaque et calamiteuse des contrats d'achat de vaccins dénoncée par la Cour des comptes européenne ; lancement d'un passeport sanitaire européen qui a fait flop. Mais plus personne, en dehors du groupe ID, ne songe à l'arrêter : c'est ainsi qu'elle

vient d'annoncer la création d'un plan pour la santé mentale des Européens, sans qu'aucun État membre ne tente d'y mettre le holà.

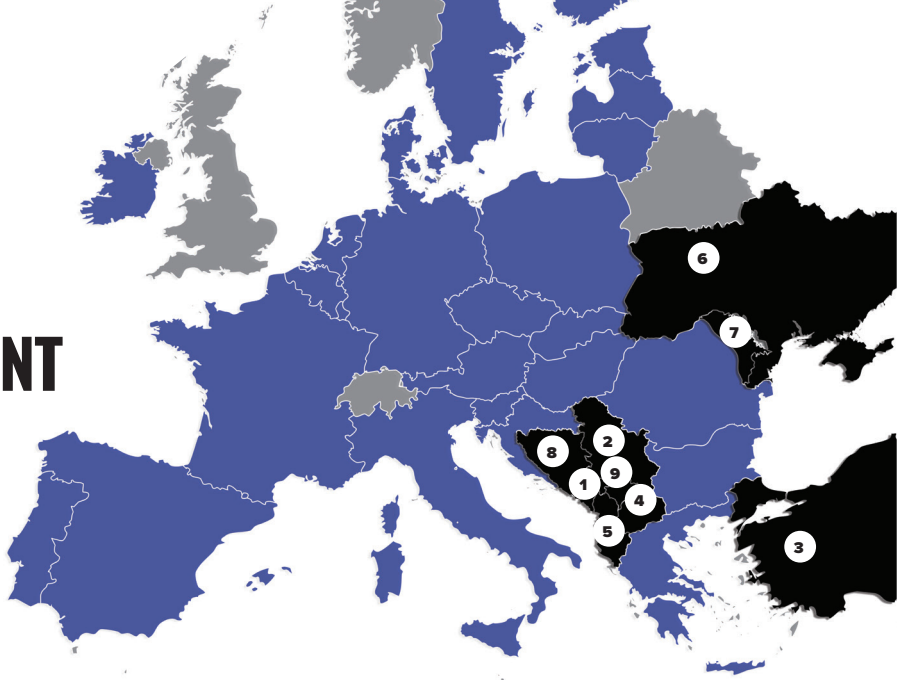
Un effet de cliquet

Enfin, la guerre en Ukraine, qui a fourni à la Commission l'occasion de s'immiscer dans le domaine de la défense, dernier des grands bastions qu'on croyait réservés aux États. Elle a ainsi réussi à ébaucher une politique de fabrication et d'acquisitions conjointes d'armes, qui pose le problème de la liberté de la France d'utiliser ces armes sans l'autorisation de ses partenaires (et notamment de l'Allemagne) ; et elle est même parvenue à obtenir, en 2023, la création d'un corps d'intervention rapide de 5 000 combattants, sorte de préfiguration d'une future armée européenne qu'elle appelle de ses vœux... Il est à noter que, par un effet de cliquet, les pouvoirs captés par l'UE ne sont jamais rendus aux États.

Cette immixtion généralisée de l'UE dans tous les domaines de l'action politique débouche en définitive sur une submersion normative, qui est sans doute moins visible que la submersion migratoire mais tout aussi dangereuse pour l'avenir des peuples européens. ■



DERRIÈRE LA VOLONTÉ D'ÉLARGISSEMENT LA VISION IMPÉRIALE DE L'UE



Dans son discours de rentrée sur « l'état de l'Union » le 13 septembre dernier au Parlement européen, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a affiché sa volonté d'élargir l'UE à « 30 États et plus ». Un pas supplémentaire dans l'impérialisme.

L'empire de l'UE est fait pour s'étendre

Le mot « impérialisme » vient du latin *imperare*, qui signifie commander. Sa finalité est de s'arroger toujours plus de pouvoirs et surtout de territoires. Dans le langage européen de Bruxelles, on dira « approfondir » quand il s'agit d'une extension de pouvoirs et « élargir » quand il s'agit de rattachement de territoires.

D'abord créée par 6 États lors de la naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951, l'Union européenne s'est ensuite élargie pendant plus de six décennies, pour atteindre aujourd'hui le nombre de 27 États. Et elle pourrait bientôt compter 8 voire 10 nouveaux entrants, dont l'Ukraine ou la Géorgie. Ces pays seront ensuite voués comme les autres à devenir des « régions » de Bruxelles, ville belge et en réalité mondiale, « capitale » de l'empire.

L'UE, qui s'envisage comme un empire marchand à vocation mondiale, n'échappe pas à la règle des empires conquérants. Elle est ainsi aspirée vers une extension permanente, sur le continent mais au-delà même des frontières de l'Europe, demain la Turquie et pourquoi pas ultérieurement le Maghreb.

On ne fait pourtant pas d'omelette avec des œufs durs...

Régis Debray avait écrit en 2002, avec ironie, L'Édit de Caracalla, qui imagine l'UE solliciter son adhésion aux États-Unis pour former des « États-Unis d'Occident ». Et il est vrai qu'aujourd'hui, l'empire américain installé et l'empire européen qui se cherche ont tendance à faire jeu commun.

Rappelons-nous ce que disait le général de Gaulle « *On ne fait pas d'omelette avec des œufs durs* », sous-entendu : on ne forgera pas un Empire contre des Nations. La plupart refusent la vassalisation. Beaucoup d'entre elles ne sont pas sorties du joug de l'empire soviétique pour accepter celui de Bruxelles.

La seule voie d'avenir, c'est celle d'une Alliance européenne des Nations, fondée sur la vraie Europe et la diversité des pays qui la composent.

ÉLARGISSEMENT DE L'UE AUX BALKANS UNE BOMBE À RETARDEMENT

Alors que la menace terroriste est exacerbée, Bruxelles s'est fixé pour objectif d'intégrer les Balkans en son sein. Le Kosovo, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine sont immédiatement concernés par une adhésion que Mme von der Leyen veut accélérer. Or, ces intégrations à l'UE soulèvent de très sérieuses questions.

Ces pays majoritairement musulmans (à l'exception de la République serbe de Bosnie) sont d'abord signalés par Euro-pol comme présentant potentiellement des risques d'activisme islamiste notamment du fait du retour au pays des combattants djihadistes. Ils sont ensuite réputés pour un niveau de corruption et de pauvreté abyssal, peu compatible avec nos sociétés.

Cette situation intérieure pour le moins problématique alimente déjà une émigration massive malgré l'accompagnement coûteux de l'UE : 758 millions d'euros pour la seule Albanie sur la période 2014-2020.

L'adhésion irréfléchie de ces pays à l'UE appa-rienterait donc à faire entrer le loup dans la bergerie...

LES PAYS CANDIDATS À L'ENTRÉE DANS L'UNION EUROPÉENNE

1. Le Monténégro
2. La Serbie
3. La Turquie
4. La Macédoine du Nord
5. L'Albanie
6. L'Ukraine
7. La Moldavie
8. La Bosnie-Herzégovine
9. Le Kosovo

Dominique BILDE

STRATÉGIE VACCINALE UN SCANDALE EN VUE ?

par Virginie JORON



Ursula von der Leyen, candidate du tandem Macron-Merkel, a été laborieusement désignée à la tête de la Commission européenne en 2019 à une très courte majorité de 9 voix. Elle était en effet précédée d'une réputation peu reluisante liée à un scandale de plusieurs millions d'euros qui toucha le ministère de la Défense allemand quand elle en avait la charge.



La valse des milliards

Lors de la crise Covid, M. Macron a très vite proposé une coordination européenne qui, dans son esprit, devait porter à la fois sur les commandes de vaccins et sur les sites de production en Europe. Fin 2021, l'UE signa des contrats à hauteur de 71 milliards d'euros correspondant à 4,6 milliards de doses.

Des contrats...

La Commission européenne s'est donc engagée dans une stratégie vaccinale ambitieuse, sur un mandat initial limité attribué par les États membres, dans des conditions d'urgence impérieuse. Cette stratégie s'est d'abord traduite par l'attribution de sept contrats « *Advance Purchase Agreements* » auprès de divers industriels proposant des vaccins à la fin de l'année 2020.

...et des SMS

Plusieurs faits attirèrent l'attention. Ursula von der Leyen, sans en référer à quiconque, fit un chèque de 80 millions à la société allemande *Curevac*, qui n'a finalement jamais produit de

vaccins... Le 28 avril 2021, le *New York Times* révéla l'existence d'une négociation par SMS, en dehors de tout cadre réglementaire entre Ursula von der Leyen et Albert Bourla, le PDG de *Pfizer* pour une commande de 2,4 milliards de doses de vaccin anti-Covid. Appelés à s'expliquer par les députés de la Commission spéciale Covid, Albert Bourla, PDG de *Pfizer* et Ursula von der Leyen, ont systématiquement refusé.

Un gaspillage faramineux

En Europe, plus de 500 millions de doses livrées n'ont pas été utilisées, dont 100 millions en France. Malgré ce gaspillage que l'on peut estimer entre 7 et 10 milliards d'euros, la Commission a poursuivi en 2023 les commandes de doses de vaccin !

Des vaccins après la pandémie

De nouveaux avenants secrets ont été signés par la Commission le 26 mai 2023 après la fin de la pandémie pour étaler des centaines de millions de doses restant à livrer jusqu'en 2027

alors que 10 États européens avaient réclamé la clôture des contrats en 2022. Le prix des produits est inconnu mais une « compensation » de 10 euros pour chaque dose annulée (non livrée) semble prévue au bénéfice de *Pfizer*.

Un engagement à rallonge

Dans le même temps, la Commission signait un contrat d'1,4 milliard d'euros dont 943 millions avec *Pfizer* pour réserver une capacité de production annuelle de 325 millions de doses de vaccin potentiellement jusqu'en 2031.

En conclusion, ce dossier met en lumière des engagements de crédits publics astronomiques, sur des durées peu compréhensibles, décidés dans l'opacité la plus totale et sans concertation avec les États membres. Tout cela s'est noué avec des contrats dont des clauses essentielles sont encore secrètes. En octobre 2022, le procureur européen (EPP) a finalement ouvert une investigation sur l'acquisition de vaccins Covid-19 dans l'UE compte tenu de « l'intérêt public très élevé ». ■

SCIENCE WILL WIN



Ursula von der Leyen a remis le prix du *Distinguished Business Leadership* de l'Atlantic Council à Albert Bourla, patron de *Pfizer*, en novembre 2021



CHIFFRES CLÉS

71 MILLIARDS
D'EUROS DE CONTRATS

4,6 MILLIARDS
DE DOSES DE VACCIN
ANTI-COVID

2,4 MILLIARDS
DE DOSES DE PFIZER

15 EUROS
PAR DOSE EN MOYENNE

URSULA VON DER LEYEN EN QUELQUES PHRASES

Submersion migratoire : « Nous demandons instamment aux autres États membres de recourir au mécanisme de solidarité volontaire et de transférer les migrants depuis l'Italie »
■ le 17 septembre 2023 depuis Lampedusa

Immigration : « Nous avons besoin d'une immigration de main-d'œuvre qualifiée »
■ le 13 septembre 2023 au Parlement européen (discours sur l'état de l'Union)

Écologie punitive et décroissance : « Nous avons à présent un pacte vert pour l'Europe qui est la pièce maîtresse de notre économie »
■ le 13 septembre 2023 au Parlement européen (discours sur l'état de l'Union)

L'Europe, grand marché mondial : « Nous avons conclu de nouveaux accords de libre-échange avec le Chili, la Nouvelle-Zélande et le Kenya. Nous devrions nous efforcer de conclure des accords avec l'Australie, le Mexique et le Mercosur d'ici la fin de l'année. Et peu après, avec l'Inde et l'Indonésie »
■ le 13 septembre 2023 au Parlement européen (discours sur l'état de l'Union)

Une vision impériale de l'Europe : « Il est dans l'intérêt de l'Europe d'achever notre Union », dit-elle. « La question n'est pas de choisir entre approfondir l'intégration ou élargir l'Union. Nous pouvons, et nous devons, faire les deux » et elle n'hésite pas à évoquer « une modification des traités si et lorsque ce sera nécessaire »
■ le 13 septembre 2023 au Parlement européen (discours sur l'état de l'Union)

Sur le boîtier de traduction du parlement européen, le canal « un » a été attribué à l'Allemand, un indice symbolique de l'influence prédominante qui s'exerce au sein de l'Union européenne.





Ursula von der Leyen, l'amie d'Emmanuel Macron. Ensemble ils œuvrent à la déconstruction de notre civilisation.



En avril dernier, le Président chinois a quasiment ignoré Mme von der Leyen qui s'était incrustée dans le voyage officiel du Président Français. Elle fut reçue mais de manière indifférente puis elle reprit l'ajon comme une touriste normale. La Chine, qui est une vieille Nation, sait reconnaître les vrais États des contrefaçons.



Les méthodes très cavalières d'agir sans mandat des États comme son amateurisme diplomatique ont valu à Ursula von der Leyen un sévère rappel à l'ordre de Charles Michel, le président du Conseil européen, l'instance qui réunit les chefs d'État de l'Union européenne.



Chantre de la moralisation écologique, Ursula von der Leyen se fera épingler pour ses nombreux déplacements en jet privé pour de très courtes distances, parfois 50 kilomètres !



Déguisée en drapeau ukrainien, Ursula von der Leyen est venue à la tribune du Parlement européen prononcer un discours particulièrement belliciste.



C'est au 13^e étage de cet immeuble vitré, le Berlaymont à Bruxelles, que Ursula von der Leyen décide quasiment seule du quotidien des citoyens et des États européens.

VOS DÉPUTÉS SUR LE TERRAIN

En France, à l'international, au Parlement européen, au plus proche de vous, les députés Rassemblement National du Groupe Identité et Démocratie sont sur le terrain !



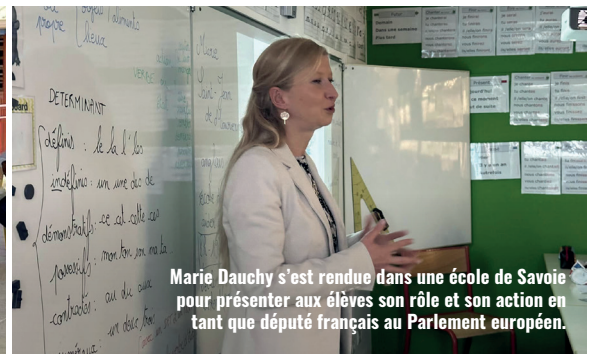
Mathilde Androuët a reçu à Strasbourg un groupe de visiteurs de Saône-et-Loire.



Virginie Joron a reçu à Strasbourg un groupe de visiteurs niçois.



Thierry Mariani était à Mayotte où nos concitoyens subissent de plein fouet la folle politique migratoire d'Emmanuel Macron.



Marie Dauchy s'est rendue dans une école de Savoie pour présenter aux élèves son rôle et son action en tant que député français au Parlement européen.



Patricia Chagnon représentait le Groupe Identité et Démocratie lors de la dernière conférence du Mouvement conservateur hongrois. L'occasion de revenir sur l'importance de nos frontières nationales.



Jean-Lin Lacapelle était reçu à Eurocorps. Basé à Strasbourg, ce corps d'armée créé par la France et l'Allemagne est appelé sur des zones de conflit pour des missions d'évacuation et humanitaires.



Philippe Olivier, Gille Lebreton, André Rougé et Patricia Chagnon étaient présents devant le Parlement européen de Bruxelles pour l'hommage au peuple israélien, suite aux massacres islamistes du 7 octobre dernier.

Fribourg, première halte de votre voyage au cœur de l'Allemagne romantique avec sa cathédrale gothique dont la flèche culmine à 116 mètres.



Allemagne romantique



De Victor Hugo à Guillaume Apollinaire, de nombreux écrivains français ont chanté le Rhin romantique, les méandres du fleuve, les châteaux saupoudrés tout le long de ce périple et les villages typiques.

Pour visiter cette Allemagne médiévale, il suffit de se laisser porter par des paysages de contes de fées et de passer de la région du Bade-Württemberg à la Bavière.

Quand Guillaume Apollinaire chante ses Rhénanes dans son recueil *Alcools* (1913), c'est un poème mystérieux qui sort de la mythologie des eaux de ce fleuve :

« Mon verre est plein d'un vin
trembleur comme une flamme
Écoutez la chanson lente d'un batelier
Qui raconte avoir vu sous la lune sept femmes
Tordre leurs cheveux verts et longs jusqu'à leurs pieds (...) »



À NE PAS MANQUER

FRIBOURG

D'Alsace, la route est aisée pour filer droit sur la charmante **Fribourg**, aux pieds de la Forêt Noire, installée au croisement de la France, de l'Allemagne et de la Suisse. De Fribourg, avec ses vignobles, (l'Allemagne proposant de nombreux grands vins, notamment des Riesling), il est aisé de suivre le fil de quelques villages et villes que l'on croirait sortis d'un livre d'images médiévales.



HEIDELBERG

Heidelberg est un passage saisissant, comme sortie d'une boule à neige, avec son château du XIII^e siècle et son ancien pont, le Neckar, qui serpente la vieille ville rasée lors de la Guerre de 30 ans par Louis XIV mais reconstruite dans le style Renaissance allemand. Les églises sont innombrables, parfaitement entretenues comme partout en Allemagne et celle du St-Esprit frappe par sa taille.



ROTHENBURG

Rothenburg date du XII^e siècle et n'a pas bougé. C'est l'une des villes médiévales les plus visitées d'Europe. Typique de la Bavière, elle se visite entre murailles et maisons à colombages pimpantes et colorées. Bien sûr, c'est de nuit que l'on se retrouve plus particulièrement plongé dans une atmosphère romantique à souhait. En hiver, l'ambiance est féerique et Noël est un moment particulièrement enthousiasmant.



Marchés de Noël

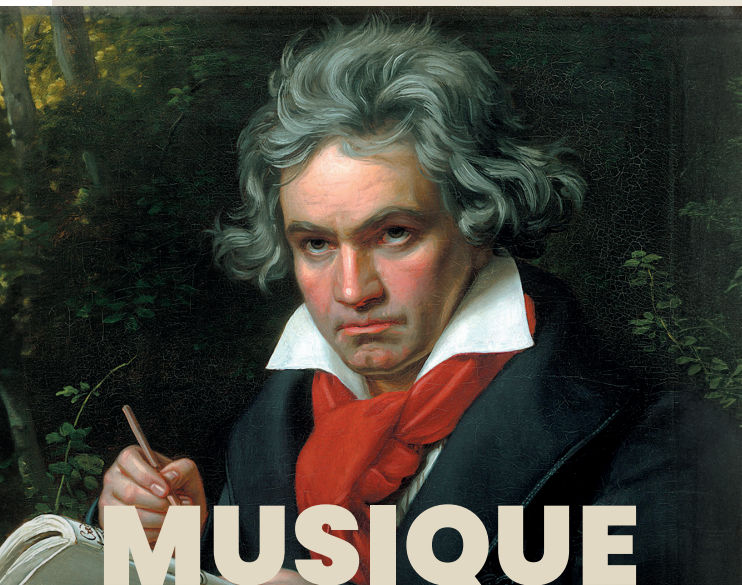
La période de l'Avent qui commence est propice à poursuivre son périple vers les fameux marchés de Noël. Bien sûr, il y a ceux d'Alsace, dont l'emblématique de Strasbourg.

Si Heidelberg et Rothenburg sont célèbres, un crochet vers des petits villages proposant d'innombrables stands d'artisans et de nourriture de fêtes peut faire un joli voyage résolument ancré dans la tradition avec ses *Christkindelmärkte* (marchés de l'Enfant Jésus).

La forêt Noire est remplie de ces marchés, notamment Ravensaschlucht, installé sous un énorme pont et celui de la ville thermale de Baden-Baden à 45 minutes de Strasbourg. Le *Glühwein* (vin chaud aux épices) est évidemment indispensable, pour supporter les frimas allemands !



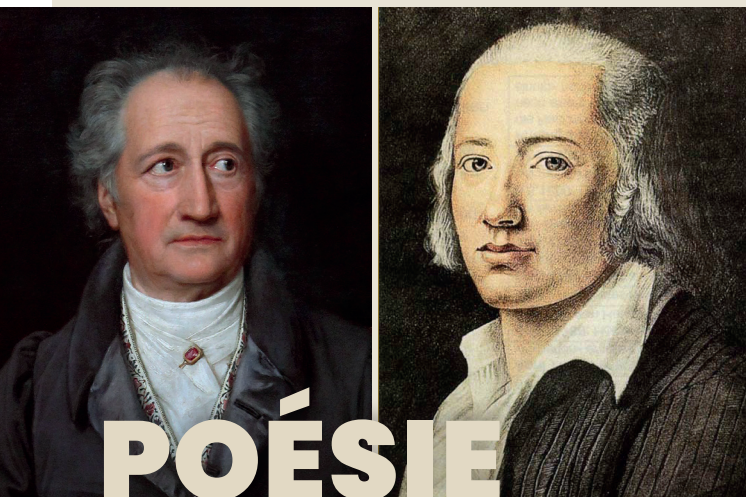
Située au cœur de la vallée des gorges de Ravenna en pleine Forêt Noire entre Fribourg et Titisee, Ravensaschlucht est célèbre pour son féerique marché de Noël.



MUSIQUE

LUDWIG VAN BEETHOVEN

Le compositeur né à Bonn (1770-1827) est évidemment indétrônable dans le Panthéon musical allemand. Sans cesse remises sur le pupitre des grands chefs d'orchestre, ses neufs symphonies sont à redécouvrir à chaque fois et forment un socle pour quiconque s'intéresse à la musique classique et à l'âme allemande. Bien sûr, les titanesques versions dirigées par Karajan et l'Orchestre Philharmonique de Berlin sont à écouter. Mais celles de Leonard Bernstein et les Wiener Philharmoniker forment un or liquide totalement envoûtant.



POÉSIE

JOHANN WOLFGANG GOETHE & FRIEDRICH HÖLDERLIN

Pour entretenir un fructueux dialogue culturel avec l'Allemagne, Goethe (1749-1832) et Hölderlin (1770-1843) sont des passeurs passionnants.

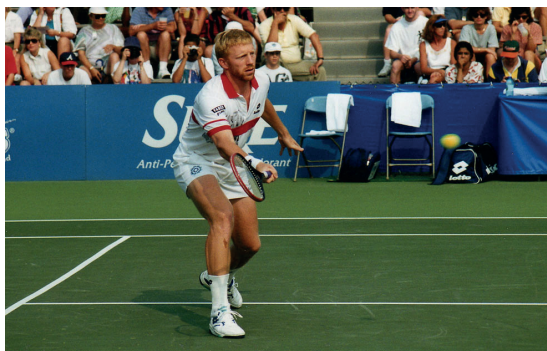
De Hölderlin, poète romantique, il reste des pages indépassables sur le Rhin et la Grèce mais aussi des envolées mystico-lyriques et un vers fameux, sondé par Heidegger : « Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve ».

De Goethe, bien sûr, *Les souffrances du jeune Werther* est un joyau de la littérature romantique, mais son *Voyage en Italie* est un texte fantastique, le transformant en Wanderer, pour un voyage italien, privilège de l'honnête homme de l'époque qui lui fait découvrir villes et arts après le col du Brenner, plantes et ruines grecques en Sicile : « *L'esprit de l'homme est indomptable ; à moi surtout, il me faut le large* ».

L'ALLEMAGNE UNE NATION DE SPORTIFS

Boris Becker

Grand tennisman allemand, Boris Becker lance sa carrière en remportant son premier Wimbledon à 17 ans, en 1985. Il gagna en tout six tournois du Grand Chelem. Ses performances sont d'autant plus impressionnantes que la concurrence, à cette époque, était forte avec des joueurs comme Andre Agassi, Pete Sampras ou encore Mats Wilander.



Franz Beckenbauer

Emblème vivant du football allemand et du Bayern Munich, l'élégant défenseur Franz Beckenbauer a marqué l'histoire du ballon rond dès les années 1960 et sera indépassable dans les années 1970. Élu deux fois Ballon d'Or (meilleur joueur d'Europe) en 1972 et 1976, celui qui était surnommé « der Kaiser » a remporté un nombre incroyable de distinctions : cinq fois champion d'Allemagne, trois fois champion d'Europe et champion du monde comme capitaine de la RFA en 1974 puis champion du monde en tant que sélectionneur de la RFA en 1990.



« *Le football est un jeu simple ; 22 hommes courent après un ballon durant 90 minutes et à la fin, c'est l'Allemagne qui gagne.* » — Gary Lineker, attaquant de l'Angleterre, après la défaite face à l'Allemagne aux tirs aux buts en demi-finale de la Coupe du monde 1990

Gunnar Beck, docteur en philosophie, enseignant et avocat est député européen de l'AfD au sein du Groupe ID.

INTERVIEW

Gunnar Beck



Créée en 2013, de droite libérale, populiste et conservatrice, l'AfD (*Alternative für Deutschland*) est opposée aux excès de pouvoir de l'Union européenne et combat l'immigration, particulièrement incontrôlée en Allemagne.

En raison de choix hasardeux des récents gouvernements, notamment ceux de l'actuelle coalition de gauche d'Olaf Scholz, le pays est entré en récession économique et l'AfD obtient d'excellents sondages depuis de nombreux mois. Si des élections avaient lieu prochainement, elle serait le deuxième parti en Allemagne, derrière la droite CDU d'Angela Merkel.

Dirigé actuellement par le tandem Alice Weidel et Tino Chrupalla, le parti devient aussi plus fort dans les régions, traditionnellement à l'Est, où il est de loin le plus grand parti dans les sondages mais aussi à l'Ouest désormais, après les récentes élections en Bavière et en Hesse où le parti a connu une croissance considérable.

Quelle est la situation politique et générale actuelle en Allemagne ?

Environ un demandeur d'asile sur trois arrivant dans l'UE demande l'asile en Allemagne. En 2023, le pays a déjà traité plus de 250 000 demandes d'asile alors que les administrations locales n'ont pas les ressources nécessaires pour faire face à cet afflux et à la demande de logements et de services sociaux et médicaux. Chaque jour, des migrants sont impliqués dans des crimes et délits contre la population allemande. De plus, nos services de police sont sous-équipés pour faire face à la hausse de la criminalité.

Sous l'aspect économique, l'Allemagne a l'un des taux d'inflation les plus élevés de la zone euro. Rien qu'en 2022, 200 milliards d'euros d'épargne ont été détruits dans les banques allemandes. Les Allemands ont la richesse médiane la plus faible de la zone euro et le taux d'accession à la propriété le plus faible de l'UE. Ils ne disposent donc pas d'actifs durables susceptibles de les protéger contre l'inflation, comme l'immobilier. L'augmentation des prix est principalement alimentée par les coûts de l'énergie, à cause de la décision des gouvernements précédent et actuel d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire.

Nos dirigeants ne font rien pour freiner les effets d'une inflation élevée et de l'afflux insoutenable de migrants.

Quels sont les principaux axes de l'AfD en matière migratoire ?

L'arrêt immédiat de l'immigration et la suspension des procédures de regroupement familial sont indispensables. L'Allemagne doit reprendre la responsabilité de ses propres frontières. C'est pourquoi nous rejetons le Pacte migratoire de l'UE qui vise à faciliter davantage de migrations vers l'Europe et nous nous opposons aux modifications du code frontières Schengen. L'expulsion des étrangers criminels et des demandeurs d'asile déboutés doit être strictement exécutée pour protéger nos compatriotes. L'objectif doit être d'avoir un taux de retour de 100 %.

Quant aux réfugiés de guerre, la Convention de Genève est très claire et doit être appliquée : c'est dans les pays sûrs de leur région qu'ils pourront chercher protection, pas en Europe. Enfin, nous exigeons des règles plus strictes en matière de naturalisation et de migration de travail.

2024 promet d'être une année décisive pour vous, pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

Les élections européennes de 2024 seront cruciales pour l'AfD. Nous avons une chance de devenir le plus grand parti allemand au Parlement européen. L'objectif sera de doubler notre nombre de représentants. Cela améliorera considérablement notre influence sur la politique allemande, notre présence dans les médias et notre rôle au Parlement européen. ■



LA DIPLOMATIE SCIENTIFIQUE UN OUTIL ESSENTIEL DE LA PUISSANCE DU XXI^e SIÈCLE

En 2022, la Chine a déposé 70 015 demandes de brevets auprès de l'Office Mondial de la Propriété Intellectuelle (OMPI), soit dix fois plus que la France. Par ailleurs, la Chine s'est lancée dans une véritable diplomatie des ingénieurs en promouvant ses représentants dans les offices techniques de régulations des normes internationales, à la façon des Américains. La science n'est pas seulement un outil de puissance par l'avantage militaire, économique et technique qu'elle confère, c'est aussi un moyen de rayonner diplomatiquement.

L'UE un boulet technologique

Dans de nombreux domaines, l'Union européenne a contribué au retard technologique de la France : c'est vrai pour le numérique et évidemment pour le nucléaire où notre pays était jadis pionnier. L'UE a restreint nos horizons et nous a mis des œillères en nous inféodant technologiquement aux États-Unis. Du même coup, elle a amoindri nos opportunités de diplomatie scientifique.

Quelques beaux restes

Notre pays demeure pourtant une puissance scientifique vigoureuse par de nombreux outils ; nous sommes toujours parmi les dix premiers pays déposant des brevets.

La France a depuis longtemps pensé son rayonnement scientifique à travers la francophonie. Cependant, malheureusement, sa stratégie diplomatique envers les pays francophones n'a pas été orientée vers le développement et la lutte contre le déracinement des peuples.

Retrouver une diplomatie scientifique

La diplomatie scientifique doit nous permettre de défendre notre souveraineté dans le XXI^e siècle qui s'annonce incertain. Le monde du XX^e siècle a été marqué par le brevetage du vivant, qui a laissé la France grandement dépendante de technologies allemandes et américaines.

Le rôle d'un État stratège est d'anticiper maintenant ce que seront les grands sujets des brevets de demain.

Le retard déjà considérable pris dans les technologies du numérique doit nous inciter au sursaut et à mettre en œuvre une vraie diplomatie des technologies, nous permettant dans l'avenir de conserver notre indépendance.

Actionner les outils à notre disposition

Un des outils essentiels de cette diplomatie reste et demeure le réseau des Instituts de Recherche Français à l'Étranger (IFRE). Dans les sciences humaines, cette structure permet bien souvent de conserver des liens diplomatiques informels avec des États dont les relations sont très dégradées. Là où les chancelleries échouent, les savants et la connaissance, souvent, réconcilient ; comme ce fut notamment le cas au Soudan, où le Centre d'Archéologie Française de Khartoum constituait la dernière présence française dans un pays hostile et permettait de garder un lien avec les autorités.

Retrouver notre rang

Il serait essentiel de mettre en place un réseau similaire pour les sciences « dures » afin de démultiplier le potentiel de la diplomatie scientifique française qui reste l'une des meilleures au monde.

Le monde doit d'ailleurs être son champ d'action car, à l'instar de la connaissance, la diplomatie scientifique nous pousse vers l'universel, ce qui unit les nations plutôt que ne les divise. Elle constitue un pilier très important pour faire entendre la singularité de la voix française dans le monde multipolaire de demain. ■



EXTRA TERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN UN ANGLE MORT POUR L'UNION EUROPÉENNE

Les gangsters ont pour pratique de détrousser ceux qu'ils croisent, tout particulièrement s'ils transportent de l'argent. C'est exactement ce que font les États-Unis en instaurant le principe « d'extra territorialité du droit américain », c'est à dire l'application du droit US à la quasi-totalité des grandes entreprises du monde. Analyse.



Une compétence judiciaire universelle illimitée

Normalement, un État ne peut poursuivre une société ou une personne que si les faits se sont déroulés sur son territoire. Or, l'administration américaine a mis en place un procédé qui permet de poursuivre et faire condamner pratiquement n'importe quelle société du monde. Il suffit pour cela de trouver une relation, même infime, avec les États-Unis : une transaction libellée en dollars, un e-mail passé par un serveur situé aux USA, etc.

En réalité, sous prétexte de moralisation juridique, l'objectif est clairement de soumettre des entreprises non américaines aux standards US. Mais il s'agit également pour les Américains de surveiller des sociétés gênantes, de capter leurs savoir-faire ou leurs secrets commerciaux, de faire chuter des concurrents et même de fragiliser des sociétés pour pouvoir les racheter.

Un braquage dans le cadre de la guerre économique

En clair, c'est un procédé de guerre économique déployé contre les sociétés non américaines, souvent européennes et notamment françaises.

Des dirigeants peuvent être arrêtés et les entreprises condamnées à des amendes qui peuvent dépasser le milliard de dollars. C'est ainsi qu'Alstom, fleuron français qui fut entraîné dans une affaire lui faisant encourir de très lourdes pénalités et des peines de prison pour ses cadres, a finalement accepté d'être racheté par son rival américain General Electric.

C'est aussi un moyen pour les États-Unis de peser politiquement en obligeant les entreprises européennes à respecter les embargos qu'ils peuvent décider par mesure de représailles.

Des fleurons français visés

La DGSI révèle dans un rapport que les sociétés Technip, Total, Alstom, Alcatel, BNP Paribas, Crédit agricole ou encore la Société Générale furent ainsi visées par le racket américain. En 1996, l'Union européenne a bien adopté le « règlement de blocage européen », un règlement visant à bloquer les effets d'une application d'un droit étranger pour les entreprises européennes. Mis à jour en 2018, il reste, en pratique, sans grand effet. La Commission travaille sur le sujet mais la question d'une véritable stratégie européenne de sécurité économique reste pour le moment posée. ■

L'IDÉOLOGIE WOKE S'EMPRE DE LA FICTION

par Romain LEMOIGNE

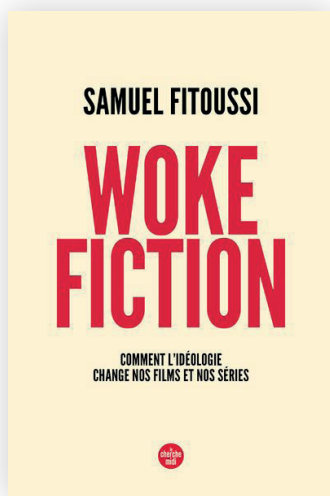
Dans *Woke Fiction*, l'écrivain Samuel Fitoussi démontre comment le wokisme s'empare de nos films et de nos séries — de Netflix à Apple TV, en passant par Prime Video et Disney — mais aussi du service public français. Le wokisme, dont le livre rappelle qu'il est une idéologie de surcroît hégémonique (dans le domaine culturel) mais surtout régressive, envahit la fiction jusqu'à remodeler notre imaginaire. Jadis façonné par l'idée de progrès, il l'est aujourd'hui par la prétendue « diversité ».

Derrière l'idéologie woke, la volonté d'un nouvel « ordre moral »

Le wokisme consiste, si l'on devait tenter de le résumer, à voir en chaque interlocuteur un potentiel « oppresseur » : celui-là serait raciste, misogyne, transphobe ou encore homophobe sans le savoir, car toutes ces discriminations seraient inhérentes à l'Occident.

Ainsi, précise le livre, le militant woke est chargé « d'éveiller » les non-woke aux prétendus « mécanismes d'oppression qui structurent notre société » et doit « tenter de contrebalancer le racisme mauvais de la société par un racisme vertueux ». Pour les woke, contrebalancer un ordre jugé injuste, c'est donc le renverser « dans l'autre sens », et non pas l'abolir.

L'essai explique à ce titre que le wokisme est passé de la déconstruction à la reconstruction d'un ordre moral soi-disant inclusif ; c'est la mise en scène d'un *don Juan* bisexuel, une série France Télévisions où l'on tente « de vous déposséder des catégories sexuelles que vous teniez pour vraies (au nombre de deux : homme et femme) pour vous sensibiliser à l'idée de fluidité de genre », le parcours d'un bison « non binaire » sur Netflix... et Samuel Fitoussi d'en conclure : « les exemples sont légion ». En effet !



Woke Fiction
Samuel Fitoussi
(368 p. Éd. Le Cherche Midi)

Le wokisme : une ingénierie totalitaire

Samuel Fitoussi fait une distinction éclairante : « *Quand on parle de cancel culture, on passe sans doute à côté de l'essentiel. Le problème aujourd'hui n'est pas ce qui est annulé, mais ce qui n'est plus produit* ». Le wokisme est un totalitarisme insidieux qui, sous couvert de promotion de la « diversité », vise en réalité à réduire la liberté artistique, la liberté d'agir et même de penser, réinstaurant de fait une grande conformité.

Woke Fiction cite l'exemple de la présidente de *Disney Television Studios*, Dana Walden, qui déclarait lors d'une table ronde le 9 avril 2021 : « *Nous recevons parfois des scénarios magnifiquement écrits qui ne remplissent pas nos conditions « d'inclusivité », et nous les refusons* ».

Pour reprendre l'expression de Pierre Valentin, les militants woke « *se veulent dissidents, tout en étant décideurs. Qualifions-les de dissidents* ». Plutôt que de vivre sous le flot d'injustices « systémiques », notre période est en réalité celle d'un wokisme systémique. Pléonasme, dirions-nous, tant celui-ci s'abat sur tous nos comportements de vie. L'essai *Woke Fiction* en fournit un exemple décapant, en listant tous les critères de cette idéologie, dont cette absurde vision manichéenne selon laquelle « *n'est antiraciste que celui qui croit que le pays dans lequel il habite est raciste* ». À lire sans hésitation.

LE ROMAN DU ROI-SOLEIL

UN LIVRE ENSOLEILLÉ ET PUISSANT

par Philippe OLIVIER

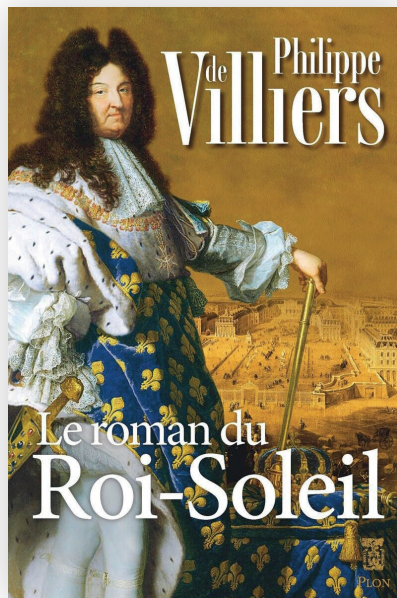
Dans son nouveau livre, *Le Roman du Roi-Soleil* (Plon), Philippe de Villiers s'adresse aux jeunes générations. Avec ses tableaux sur les grandes figures de notre histoire, il les invite dans l'obscurité du temps à découvrir « les murs porteurs », ceux qui fondent les plus belles constructions. Pour le créateur du Puy du Fou qui garde à l'esprit cette pressante alerte de Fustel de Coulanges : « *les Nations qui ne rêvent plus sont condamnées à mourir de froid* », cette œuvre littéraire est une autre façon de sortir le pays du mémoricide qui le frappe.

Décrocher le tableau

Fasciné dans son enfance par le portrait de Louis XIV peint par Hyacinthe Rigaud dont il a fait la couverture de son livre, il a décidé, selon ses propres termes, « de décrocher le tableau et le faire revivre » et « restituer le Roi à ses enfances, à sa jeunesse, à ses élans, à ses ferveurs, à ses desseins, à son génie ».

Comprendre les mélodies et les harmonies d'une vie extraordinaire

Dans cet ouvrage qui prend la forme d'un journal intime rédigé à la première personne, il nous plonge dans le for intérieur d'un français qui connut une enfance de peurs et de tourments pour devenir, dans le sillage de l'œuvre du grand Richelieu, celui que l'empereur de Chine qualifiait de « Roi du monde ». Avec la fougue littéraire et la passion qu'on lui connaît, Philippe de Villiers nous entraîne dans une épopée magnifique qui n'est rien d'autre que l'histoire de notre pays, une histoire glorieuse qui viedra inévitablement irriter les petits esprits Louis-Philippards ou wokistes qui traînent leur médiocrité intellectuelle et morale.



« *Il est urgent de renouer avec les anciens serments tramés dans l'étoffe des songes et d'inventer une mise en image allégorique pour déposer dans le sillage de chaque petit Français, un peu de nos tendresses enfouies.* »

Philippe de Villiers

Le roman du Roi-Soleil

Philippe de Villiers
(483 p. Éditions Plon)

Une leçon de politique

La vie du Grand Roi nous fournit une leçon sur la conduite des peuples, sur l'État moderne, sur l'exercice de l'autorité, mais aussi sur une vision haute de l'esthétisme et de la culture. Le souverain, qui mania avec génie « l'authoritas » et la « potestas », le pouvoir et la puissance, associa durant sept décennies de règne, le double lien du Temps long et du Sacré, la fidélité à une longue continuité historique et la sacralité de l'incarnation du pouvoir.

Toujours actuel

Interrogé sur ce que ferait le Roi-Soleil s'il vivait aujourd'hui, Philippe de Villiers répond entre le sérieux et la malice : d'abord, il rappellerait Vauban pour remettre la « ceinture de fer » des frontières, il enjoindrait les magistrats à ne pas discuter les lois mais en assurer l'application, il remplacerait Élisabeth Borne par Colbert, il enverrait Condé et Turenne « remettre de l'ordre dans les banlieues. »

En ces temps de doutes et d'incertitudes, rien n'est plus exaltant que de suivre cette plume énergique et poétique au service d'un message de mobilisation et d'espoir.



ALLEMAGNE LE ROCHER LÉGENDAIRE DE LORELEI

Situé à proximité de Saint-Goarshausen, le rocher de Lorelei culmine à 132 mètres au-dessus du Rhin. Lorelei est le nom d'une nymphe de la mythologie germanique. La légende raconte que les marins, envoûtés par son chant, en oubliaient les courants du Rhin et chaviraient.



L'EUROPE UNE CIVILISATION

